La gauche intellectuelle italienne de Lénine à Weber

SALVATORE SECHI*

En Italie, les intellectuels et les chercheurs en sciences sociales liés à la gauche sont désormais entrés dans une période de « désenchantement ». L'itinéraire de Lénine à Weber sera long. Non pas par la force de la vague de restauration (jusqu'ici absente), mais par celle du principe de réalité. Les horreurs du socialisme dit réel et la médiocre capacité à gouverner démontrée en 1976-1979 par toute la gauche ont mis en crise les certitudes du marxisme et la « boîte à outils » du mouvement ouvrier, au moment où il se faisait Etat. La fin de l'identité théorique de la gauche est parallèle à la misère des initiatives politiques des partis. Une couche dirigeante née dans le *bunker* des appareils et dépourvue de toute compétence professionnelle (comme celle par exemple des « énarques » de Mitterrand) n'était pas en mesure de produire une culture et une technique de gouvernement d'une société ayant un taux élevé de complexité comme celle italienne. Raison pour laquelle le PSI passe avec désinvolture du très bon projet d' « alternative de gauche » de 1978 (au Congrès de Turin) au « contrat de longue durée » avec la Démocratie chrétienne. Le PCI, de son côté, a fait le saut inverse. Du Compromis historique (qui représentait un schéma de démocratie « associative »), il est passé à une « alternative démocratique ». Il s'agit d'une proposition de collaboration encore ouverte aux forces catholiques, mais dirigée paradoxalement contre le système de pouvoir de l'Etat-parti sur lequel vit la Démocratie chrétienne.

L'issue de cette pratique politique a été la séparation entre institutions (terrain privilégié, sinon exclusif des partis) et société, entre système politique et développements de la subjectivité sociale, bref entre pouvoir et savoir. Une des conséquences de tout cela a été la disparition de la figure traditionnelle de l' « intellectuel organique ». Les socialistes, grâce au prag-

* Professeur à l'Université de Ferrare, Facolta di Magistero, Directeur de *Quaderni Rossi*.

matisme du groupe dirigeant formé autour du secrétaire général Bettino Craxi, ont fait de *Mondo Operaio* (la revue théorique du Parti socialiste dirigée par Federico Coen) l'organe de débat le plus diffusé avec plus de 20 000 exemplaires, non idéologique et au-dessus des partis. Entreprise unique dans l'histoire du mouvement ouvrier italien : dans ce vieux périodique ont filtré les produits les plus intéressants de la culture réformatrice de la gauche européenne.

Le PCI a, au contraire, permis à un groupe d'intellectuels (inscrits ou proches du parti) de consommer leur anomalie par rapport à la tradition culturelle communiste (c'est-à-dire l'historicisme) dans deux nouvelles revues : *Laboratorio politico* (sous la responsabilité de Mario Tronti) et *Il Centauro* (dirigée par le philosophe Biagio De Giovanni). L'audience des premiers numéros a été supérieure à celle de *Critica marxista* (le vieil organe théorique officiel dirigé par Aldo Tortorella).

Même dans la nouvelle gauche les courroies de transmission ont été brisées. Les *Quaderni piacentini* (dirigés par Piergiorgio Bellocchio) sont réapparus sans nourrir des mythes sur les « églises des partis » ou sur les mouvements sociaux ayant une identité collective, dont la revue était en 1968 en large mesure l'interprète (au moment de la Révolution culturelle chinoise, du Vietnam, du mouvement étudiant ou de l'expérience syndicale des Conseils des usines italiens en 1969). Les regards de ses rédacteurs (Michele Salvati, Bianca Beccalli, Federico Stame, etc.) se sont portés surtout sur deux « expérimentations » : la Pologne de Walesa et surtout le socialisme mitterrandien.

Un autre groupe d'intellectuels d'origine gauchisante, à travers les pages de *Stato e mercato* (dirigée par le sociologue Massimo Paci) se propose d'examiner la crise du Welfare State, des politiques keynésiennes et, naturellement, du socialisme dit réel. Il le fait en dehors de l'utopie d'une science sociale unifiée. La traditionnelle préoccupation de la synthèse générale (inévitablement idéologique) cède le pas à un programme explicite de « synthèses partielles ». A la « défense à outrance de ses propres traditions intellectuelles » on substitue une véritable concurrence sur « ce qui explique le mieux les choses ».

Le *Mulino* (revue dirigée par Gianfranco Pasquino) a donné un caractère monographique à son objectif d'observatoire pluraliste et non idéologique de ce qui change dans la société politique, dans les institutions, dans les relations industrielles, dans la culture contemporaine. En combinant discrétion dans le tirage et prestige, la revue a su éviter l'aridité du provincialisme italo-centrique et d'un cosmopolitisme à la mode.

Avec le socialisme, c'est aussi le concept même de gauche qui a été remis en discussion. Hier il était un signe d'identification, un territoire sûr. Le colloque récent organisé par Paolo Floes d'Arcais et par le responsable culturel de la commune de Rome, le désormais célèbre *assessore* Renato Nicolini, a vu des intellectuels communistes, socialistes, radicaux et gauchistes dépouiller ce roi thaumaturge de ses plus anciennes vertus. Selon Federico Stame des *Quaderni piacentini*, la souveraineté populaire

de Rousseau à Lénine s'est dégradée en démocratie autoritaire : « Il y a un contraste réel — écrit Michele Salvati — entre liberté et égalité, entre liberté et sécurité. » Est ainsi réapparue l'opposition traditionnelle entre « garantisme » social et « garantisme » politique. Et selon le philosophe communiste Massimo Cacciari de Laboratorio Politico l'organisation de classe n'est rien d'autre que la fusion de la Promesse avec le Parti. Donc une escatologie laïque.

Dans la tentative de redéfinir l'identité de la gauche, les « monstres sacrés » de l'Ecole de Francfort ont été balayés par le vent impétueux du néo-libéralisme. La « liberté qui change » (c'est le titre du dernier essai de Ralph Dahrendorf) souffle du rectorat de la London School of Economics à celui de la Faculté des Sciences politiques de Turin où enseigne Norberto Bobbio.

Qu'est-ce qui unit et qu'est-ce qui divise dans cette phase de remise en discussion générale, la culture de la gauche italienne ? A part un certain esprit de couvent surtout romain et une certaine prosopopée de l'intellectuel qui se considère comme un politicien raté, quelques analyses sont désormais communes :

1) Le marxisme est considéré comme une philosophie de l'histoire totalisante et téléologique. Pour interpréter les changements survenus dans la composition matérielle de la société et de l'Etat, et le caractère non plus antagoniste, mais conflictuel des classes, le marxisme est une pensée inefficace.

2) Le socialisme est conçu comme une « possibilité » et non pas comme une « nécessité ». De Lénine à Kautsky.

3) Le parti ouvrier de masse n'est plus le détenteur du monopole de la théorie et de la représentation sociale. Il fonctionne au contraire comme une institution du système de pouvoir et de consensus de la gauche. La sélection des dirigeants prime davantage la fidélité que la compétence. C'est la règle du « système des dépouilles » qui, à travers l'imposante décentralisation sociale et institutionnelle telle qu'elle existe en Italie, fait participer tous les partis au gouvernement.

4) Le sujet révolutionnaire est de moins en moins identifié au « croquemort du capital » qu'a été pendant longtemps la classe ouvrière. Le nœud rapports de production / développement des forces productives, ne garantissant pas, comme on pensait jadis, l'avènement du socialisme, multiplie les sujets du changement et leur donne une souveraineté égale au prolétariat des usines.

5) Le renouvellement de la pensée sur la nature de l'Etat : de l'idée de machine (du capital) pour dominer à celle de moyen et technique à utiliser. Le vieux « comité d'affaires de la bourgeoisie » est devenu la « trame commune » hégélienne, c'est-à-dire la règle du jeu. Il peut permettre, peut-être à travers des réformes du système électoral et de la forme de gouvernement, l'alternance au pouvoir de blocs sociaux et de convergences politiques. Ce qui les unit c'est la fin de toute réserve (la *doppiezza*, double attitude de Togliatti) vis-à-vis du pouvoir.

La voie est aussi ouverte pour la redécouverte de systèmes de pensée nés dans le cœur de la tradition grand-bourgeoise. Monsieur le Capital et Madame la Terre ne sont plus les protagonistes de la crise. Les valeurs historiques de la gauche le sont au contraire : égalitarisme, programmation, distribution du revenu, contrôle public de l'économie, pouvoirs de veto du syndicat et des partis d'opposition vis-à-vis du gouvernement ou vis-à-vis des entreprises, une conception non catastrophiste (style « nouvelle barbarie ») de la crise, la confiance dans le développement et dans la stabilité économique. Selon un communiste de *Critica Marxista*, Eugenio Somaini, ces valeurs de la gauche sont devenues dans les années 1963-1980, des pratiques sociales des gouvernements à majorité socialiste. Même quand les partis conservateurs ont été au pouvoir en Europe, ils ont réalisé une série de transformations sociales qui, à son avis, « réfléchissaient beaucoup plus la philosophie politique et la vision du monde de la gauche, que les philosophies et les visions du monde propres des forces modérées et de droite ». La crise de légitimation et de consensus de l'Etat social, en Italie et en Europe, est donc due à la consommation, c'est-à-dire à la mise en œuvre du système de valeurs de la gauche. C'est sur les disfonctionnements qu'elle a produit qu'est née la réaction, non idéologique et restauratrice, mais flexible, du néo-conservatorisme.

Avec cette analyse courageuse, la gauche italienne s'est libérée du spectre de Bad Godesberg. Dès lors c'en est fini des abjurations et des exorcismes face à la culture et face aux expériences du réformisme social-démocrate, que l'on retrouve désormais seulement dans la subculture d'une partie de la base communiste.

Ce qui divise les intellectuels ce sont les thérapies pour dépasser la crise d'un système politico-institutionnel désormais bloqué. Alors que *Laboratorio Politico* de Mario Tronti, poursuivant l'héritage des « idéologies de vengeances intégrales » et de totale négation des « forces sociales opprimées », souhaite un « gouvernement sans Etat », une politique modelée pacifiquement sur von Clausewitz, *Mondo Operaio*, *Quaderni piacentini*, *Pagina* (revue lib-lab, c'est-à-dire libérale/labouriste, dirigée par Aldo Canale), font un investissement de confiance sur la « plus grande capacité d'invention institutionnelle et d'innovation politique » du socialisme français.

Surprise et espoir. Pour Michele Salvati des *Quaderni piacentini*, Mitterrand aurait ouvert la voie à des « ruptures et tensions en mesure de déclencher des revendications et des processus de mobilisation non contenables dans la maille d'une expérience social-démocrate ». Pour ceux qui, comme nous, collaborent à *Mondo Operaio*, vient de la France une stimulation pour donner à l'alternative de gauche une armature institutionnelle. D'où la proposition (antérieure à la victoire de Mitterrand) d'abandonner le système électoral proportionnel (qui avantage la représentativité, mais ne favorise pas les décisions) ; de modifier la forme de gouvernement (de parlementaire à présidentielle, ou bien en renforçant la stabilité et le pouvoir décisionnel de l'exécutif avec la tech-

nique allemande de la « défiance constructive ») ; de réduire le poids de la partitocratie sur la société et sur l'Etat ; de diminuer la couche politico-parlementaire (l'italienne est la plus nombreuse et la plus improductive au monde) ; de construire (à travers le « plan d'entreprise ») un système de démocratie industrielle, en renforçant cependant dans l'usine et à la base de la pyramide institutionnelle, le réseau des contre-pouvoirs.

Cette demande de refonder *ex novo* le rapport liberté-égalité, participation-décision, plan-marché est propre au libéralisme. On a su la concilier avec le principe de la transformation sociale, en soudant liberté et innovation, dynamique égalitaire et réévaluation des *chances* individuelles, politique et refus du globalisme (c'est-à-dire de l'intégralisme, du primat). De Tocqueville à Dahrendorf et à Bobbio, cette culture a dépassé l'horizon du « consensus social-démocrate » et du communisme.

Tous les deux se sont épuisés sur le terrain de la meilleure production et redistributions des ressources et marchandises. Si ce processus de récupération de la tradition libérale continue, la fin du marxisme (dans laquelle est engagée la gauche intellectuelle italienne) sera vraiment une « bonne fin ».